

U.N.E.F. PRUDENCE et RÉFLEXION



(Keystone.)
François LEMILLEUR

C'EST pendant la guerre d'Algérie que l'U.N.E.F. a pris sa place au milieu des syndicats et des organisations démocratiques.

L'ancienne « minorité » posait la guerre d'Algérie comme l'obstacle principal aux revendications essentielles du monde étudiant ainsi que comme une atteinte aux valeurs fondamentales que le syndicalisme universitaire s'était donné comme devoir de défendre.

Parallèlement, mais sans paraître au grand jour à cause du problème algérien, l'expérience du mouvement étudiant s'est élargie par la cogestion des œuvres, le développement de l'action sociale et l'approfondissement des revendications universitaires, comme la réforme de l'Enseignement et l'allocation d'études.

L'efficacité dans ces domaines des militants et responsables syndicaux allait placer le mouvement étudiant, à partir de 1958, à côté des organisations syndicales et politiques. Cependant, la nouvelle forme du régime n'allait plus désormais faciliter le progrès des formes traditionnelles d'interventions auprès des Pouvoirs publics tandis que, dans le même temps, la guerre d'Algérie prenait le pas sur les autres problèmes.

C'est ainsi que l'audience et le dynamisme de l'U.N.E.F. augmentaient et le syndicat étudiant était la première des grandes organisations françaises à reprendre — seule d'abord, puis

celles des autres centrales syndicales — un contact officiel avec l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens) puis avec l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens).

Or cette année, comme le soulignait Dominique Wallon, président sortant de l'U.N.E.F., dans son rapport d'activité, le mouvement étudiant s'est trouvé en face de deux événements importants :

— La signature des accords d'Evian ôtait au mouvement étudiant l'un de ses principaux objectifs et ainsi, le problème algérien n'était plus qu'un problème parmi tant d'autres ;

— Face aux attaques dont elles fut l'objet de la part du gouvernement : atteinte aux sursis, retrait de la subvention, brimade envers son président, création artificielle d'une organisation rivale, la F.N.E.F. (Fédération Nationale des Étudiants de France), amenant la rupture de la parité dans la cogestion au Centre National des Œuvres (C.N.O.) et des scissions locales dans quelques associations générales d'étudiants — il lui fallait organiser sa défense.

Le dynamisme de l'U.N.E.F. sur un point particulier, la signature du cessez-le-feu, et les atteintes qui lui ont été portées ont provoqué une coupure de la « minorité » qui, à cause d'un manque de réflexion sur la conception et l'avenir du syndicalisme étudiant, s'est manifestée sur des problèmes de personnes à propos de la présidence du nouveau bureau de l'U.N.E.F. plutôt que sur des options du syndicalisme étudiant.

D'une part, il y a Jean-Claude Polach (président de l'Association Générale des Étudiants en Médecine de Paris) qui a défendu avec beaucoup de brio le thème suivant :

L'U.N.E.F. doit être animée d'un souci de cohérence interne et consciente de ses responsabilités nationales à l'égard des organisations politiques et syndicales et doit donc utiliser sa dynamique actuelle acquise au cours de sa lutte pour la paix en Algérie à cette fin.

D'autre part, il y a ceux qui estiment qu'il est plus urgent de structurer et faire réfléchir le

mouvement étudiant pour ne pas laisser se creuser une coupure entre le bureau de l'U.N.E.F. qui aurait une politique d'avant-garde et la masse des étudiants :

La majorité du congrès a compris que les deux positions n'étaient pas irrémédiablement contradictoires en ne prenant pas position nettement pour l'une ou pour l'autre : en effet, il n'y a pas eu à Reims de motion d'orientation générale nouvelle, aucune option importante n'a été prise et la composition du bureau laisse voir que l'U.N.E.F. a décidé de faire un énorme travail de réflexion et de formation avant de se définir par rapport à l'une ou l'autre ligne sans pour cela arrêter toute action et se replier sur elle-même.

Le congrès n'est, en effet, pas en retrait sur celui de Caen. Sur un certain nombre de principes et options abordés à Caen, il s'est défini et a précisé sa position : par exemple, il a insisté sur la nécessité d'une revendication élaborée et efficace face au problème de la participation au Plan. D'autre part, le congrès a mis en place des structures nouvelles pour permettre un travail de réflexion et d'élaboration d'une ligne d'action au cours de cette année. C'est ainsi qu'ont été créés les secrétariats d'études attachés aux vice-présidences « Intérieure », « Universitaire » et « Santé » pour travailler sur :

- la planification démocratique ;
- une participation plus poussée au Plan ;
- la démocratisation de l'enseignement ;
- un projet d'allocation d'études ;

- la gestion directe et la cogestion ;
- la coopération technique avec les pays nouvellement indépendants.

Or ce travail ne veut pas se faire en vase clos : le congrès a insisté sur la nécessité de travailler et de réfléchir avec les syndicats enseignants, ouvriers et paysans. Sur les problèmes de la jeunesse, il semble que l'U.N.E.F. veuille préciser ses positions et se servir de sa situation particulière au sein des mouvements de jeunesse. Les A.G. ont reçu sur ce point un mandat précis pour travailler effectivement avec tous les mouvements de Jeunesse.

En réalité, ce que nous pouvons retirer de ce congrès, c'est que la majorité des délégués ont pensé que l'orientation définie par Polach, à savoir que l'U.N.E.F. doit parvenir à une prise de conscience globale sur les problèmes généraux au niveau national tels que la planification démocratique, l'aménagement du territoire, etc., était juste, mais que les cadres et les militants de l'U.N.E.F., a fortiori la masse des étudiants, ne sont ni suffisamment formés ni suffisamment informés. Le bureau élu traduit l'ensemble de ces préoccupations et le mandat précis qu'il a reçu est principalement de continuer à agir sur le plan national dans le cadre où l'U.N.E.F. agissait déjà mais en accompagnant cela d'un énorme travail de réflexion et de formation. C'est un bureau de transition, un bureau de réflexion.

Claude Alain